



Groupe d'Économie Solidaire du Québec

Échos d'un séjour récent en Argentine

Par Yves Vaillancourt, professeur associé de l'UQAM et membre du GESQ

À la demande du conseil d'administration du GESQ, je livre quelques brefs échos concernant un séjour de deux semaines en Argentine que j'ai effectué en décembre 2010. Je le fais en tenant compte des centres d'intérêt du GESQ depuis ses origines, c'est-à-dire, entre autres, le désir de cultiver des liens de coopération étroits et symétriques avec les pratiques et recherches de pointe dans le domaine de l'économie sociale et solidaire en Amérique latine et dans les Caraïbes. D'où les observations et réflexions qui suivent en lien avec deux activités qui m'ont occupé en décembre dernier à Buenos Aires soit ma participation à la troisième rencontre internationale du RILESS et les échanges que j'ai eus avec les organisateurs et participants d'une conférence publique que j'ai faite sur la participation du tiers secteur à la co-construction des politiques publiques.

La troisième rencontre internationale du RILESS

L'acronyme RILESS réfère à un Réseau de chercheurs latinoaméricains en économie sociale et solidaire (<http://www.riless.org/>). Ce réseau existe depuis un peu plus de cinq ans. Il est animé principalement par:

- Jose Luis Coraggio, directeur du programme de maîtrise en économie sociale de l'Université Nationale General Sarmiento (UNGS) de Buenos Aires;
- Luis Inacio Gaiger de l'Université UNISINOS et titulaire d'une chaire de l'Unesco à Porto Alegre;
- Paul Singer, secrétaire national de l'économie solidaire dans le gouvernement fédéral du Brésil.

Le RILESS mise, depuis ses origines, sur des collaborations étroites avec le Réseau EMES, un regroupement européen de chercheurs sur les entreprises sociales dans lequel Jean-Louis Laville constitue le point de contact. En Amérique latine, le RILESS entretient aussi des liens étroits avec le RIPESS-LAC, c'est à dire le regroupement régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes du Réseau intercontinental pour la promotion de l'économie sociale et solidaire. Notons au passage que le RILESS-LAC est

très dynamique et que son siège social est situé au Pérou (<http://www.ripesslac.net/contacto.php>).¹

Le réseau RILESS publie la revue numérique *La Otra Economía* dont le dernier numéro (volume IV, no 6) est sorti au premier semestre de 2010 et est disponible en ligne. (<http://www.riless.org/otraeconomia/>). Le prochain numéro du deuxième semestre de 2010 est prêt pour publication et sera mis en ligne en avril 2011.

La Rencontre internationale du RILESS à laquelle j'ai participé était la troisième depuis ses origines. Elle a eu lieu les 2 et 3 décembre sur le campus de l'Université nationale du Général Sarmiento (UNGS), à Los Polvorines, une banlieue du *Conurbano*, à 40 kilomètres au nord du centre-ville de Buenos Aires. Au total, la rencontre a retenu la participation de 75 personnes dont la grande majorité provenaient de l'Argentine et du Brésil. Une quarantaine de communications ont été faites, dont une trentaine en ateliers et une dizaine en plénière. La majorité des présentations faites en ateliers provenaient d'étudiantEs actuels ou anciens du programme de maîtrise en économie sociale de l'UNGS et nous sommes plusieurs à avoir été frappés par la grande qualité de ces présentations. C'est le commentaire qui a été fait entre autres en séance de clôture de la rencontre par Lars Hulgård, un professeur-chercheur danois qui est présentement président du réseau EMES en Europe et accompagnait Jean-Louis Laville au colloque.

Les présentations en plénière se sont faites dans le cadre de trois séances d'une durée de 120 à 150 minutes, ce qui permettait aux conférenciers et conférencières de disposer de 30 minutes pour faire leur présentation et aux participantEs de disposer d'un temps confortable pour entrer dans les débats.

- Lors de la séance d'ouverture, le 2 décembre au matin, José Luis Coraggio, Luiz Inacio Gaiger et Jean-Louis Laville ont fait des présentations et alimenté un débat en référence à la question "Qu'est-ce que l'économie sociale et solidaire?".
- Puis, dans une deuxième séance plénière dans l'après-midi, Alicia Kirchner, ministre du développement social en Argentine et Jeannette Sanchez, ministre des politiques sociales en Équateur, sont intervenues pour traiter du thème de la contribution de l'économie sociale et solidaire au développement des politiques publiques dans leur pays respectif.
- La troisième séance plénière a eu lieu le 3 décembre au matin à partir de présentations faites par moi-même sur l'Équateur et par Armando De Melo Lisboa sur les finances solidaires et le développement des collectivités au Brésil. Il y aurait beaucoup à dire sur chacune des présentations, mais je vais me contenter de dire un mot sur le débat enclenché par ma propre présentation.

¹ Précisons que présentement, le RIPESS-LAC est le mieux organisé et le plus dynamique des regroupements régionaux du RIPESS au plan international. Je suis personnellement sur la liste d'envoi du RIPESS-LAC et je constate que les informations sur des initiatives et publications concernant l'économie sociale et solidaire sont diffusées sur une base quotidienne et proviennent de tous les pays de l'Amérique latine et des Caraïbes, sans oublier Haïti.

En fait, pour les fins de ma communication au RILESS, j'avais préparé une nouvelle version en espagnol d'un article d'abord publié en novembre 2010 en français dans le dossier sur le renouvellement de la social-démocratie coordonné par la revue numérique *Vie économique*, vol. 2, no 2. Le titre de l'article et de ma présentation est le suivant: "Le projet de société alternatif en Équateur: Socialisme ou Social-démocratie du XXIe siècle?" Puisque le texte est facile à télécharger en format PDF, j'encourage les lecteurs à en prendre connaissance sur le site de la coopérative Éditions de vie économique (EVE). (<http://www.eve.coop/?r=7/>). Conséquemment, je me contente ici d'évoquer son contenu et les réactions qu'il a suscitées.

Dans ma présentation en espagnol au RILESS, j'ai développé trois points principaux:

- D'abord, j'ai caractérisé les transformations profondes en cours en Équateur depuis l'arrivée du gouvernement Correa en janvier 2007 en conférant une attention spéciale à la place centrale conférée à l'économie populaire, sociale et solidaire.
- Ensuite, j'ai fait ressortir trois types d'interprétation mis de l'avant au sein de la gauche plurielle en Équateur et en Amérique latine concernant la façon d'entrevoir les liens entre le projet de société en émergence en Équateur et le débat sur "le socialisme du XXIe siècle", une expression lancée par Hugo Chavez et souvent utilisée pour caractériser les transformations en cours dans des pays comme le Vénézuéla, la Bolivie et l'Équateur.
- Enfin, en explicitant mon appartenance à un courant de pensée de la gauche québécoise qui propose un certain renouvellement de la social-démocratie, j'ai avancé l'idée que, vu à partir du Nord, le projet de société alternatif mis de l'avant par le gouvernement de Correa en Équateur, à mes yeux, pouvait s'inscrire tout aussi bien dans un projet de social-démocratie renouvelée (ou du XXIe siècle) que dans un projet de socialisme du XXIe siècle tel que défini par une partie de la gauche équatorienne et latino-américaine qui a pris acte non seulement de la crise du capitalisme néolibéral, mais aussi de celle du socialisme réel y compris à Cuba.

À ma surprise, ma présentation a suscité un intérêt considérable et une diversité de réactions stimulantes. À lui seul, José Luis Corragio, qui avait lu attentivement mon texte transmis avant la rencontre, a ouvert le bal en faisant une dizaine de commentaires dont un qui a donné le ton à l'échange qui a suivi. Il a mentionné qu'il était heureux de m'entendre dire qu'une démarche de réflexion sur le renouvellement de la social-démocratie provenant du Nord reconnaissait qu'elle avait besoin de s'alimenter à partir d'expériences de transformation sociale novatrices comme celle en cours en Équateur et dans d'autres pays du Sud. Cette remarque prend tout son sens quand on sait que, dans les mouvances d'économie sociale et solidaire (ESS) dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes, plusieurs acteurs et chercheurs, tel Coraggio, plaident en faveur de ce qu'ils appellent le défi de "dé-coloniser", voire "dé-européaniser" et "dé-occidentaliser" les pratiques et des réflexions concernant l'ESS en Amérique latine. D'où le titre retenu dans un ouvrage majeur comprenant diverses contributions latino-américaines: "L'économie sociale à partir de la périphérie. Contributions latinoaméricaines" (Coraggio, 2007).

En somme, en s'exprimant de cette manière, Coraggio et d'autres intellectuels et praticiens qui travaillent dans et sur l'ESS et, plus largement, dans et sur la transformation de leurs sociétés, affirment l'importance de développer une manière latino-américaine de travailler sur ces questions, ce qui infère une posture critique vis-à-vis la tendance historique à trop miser sur les modèles du Nord, qu'ils proviennent de l'Europe ou de l'Amérique du Nord. Ces remarques de Coraggio et les échanges qui ont suivi au RILESS m'ont permis d'avancer dans la démarche de réflexion que j'ai lancée à partir de mes travaux sur l'Équateur, une démarche que je compte continuer à approfondir au cours des prochains mois en continuant la discussion avec des interlocuteurs intéressés au Sud comme au Nord.

Pour le moment, il y a deux points que je retiens dans ma réflexion sur les relations Nord-Sud et Sud-Nord concernant la contribution de l'ESS dans l'émancipation d'un projet de société alternatif.

- D'une part, je reste convaincu plus que jamais que dans nos démarches du Nord pour renouveler à gauche, sur les plans politique autant que social et économique, nos projets de société alternatif (qu'on les nomme social-démocrate renouvelé ou socialiste du XXI^e siècle ou autrement), il est indispensable de tenir compte des expérimentations novatrices en cours dans le Sud, par exemple en Équateur, tout autant que dans le Nord. Autrement dit, nous serions perdants d'ignorer les enseignements de certaines expérimentations en cours dans le Sud. D'où les efforts que je fais pour convaincre mes amiEs de la démarche sur le renouvellement de la social-démocratie au Québec de la nécessité de tenir compte aussi de ce qui se passe dans le Sud.
- D'autre part, en réfléchissant aux paroles des Coraggio et alii sur l'enjeu de la décolonisation de la démarche latino-américaine, je suis amené à me demander s'il demeurerait possible, voire souhaitable, pour nous du Nord, d'avoir droit à une parole critique concernant les transformations en cours dans le Sud! La question est délicate, j'en conviens. Dans la tradition du GESQ, nous avons appris ces dix dernières années à valoriser une coopération Sud-Nord et une coopération Sud-Sud. Mais dans un modèle de coopération qui fait de la place à la réciprocité, n'avons-nous pas le droit et le devoir de maintenir des coopérations Nord-Sud?

En fait, j'ai trouvé que mes amis du RILESS apportaient déjà un commencement de réponse à ces questions en associant étroitement à leur démarche des Européens comme Jean-Louis Lavoie (qui a contribué entre autres à faire connaître l'apport de Karl Polanyi dans la problématique du RILESS²) et des nord-américains comme moi. En effet, dans la revue *La Otra Economía*, on a demandé depuis quelques années à Lavoie de collaborer étroitement à la préparation de chaque numéro en tant que correspondant européen. Et voilà qu'à la fin de la rencontre du RILESS de décembre dernier, les coordonnateurs du

² En fait, la croissance de l'influence d'auteurs comme Polanyi au RILESS va de pair avec le fait que la référence aux idées Marx perd une certaine centralité. En passant, Karl Marx et Karl Polanyi proviennent tous les deux du Nord!

RILESS et de la revue *La Otra Economía* m'ont demandé de jouer un rôle semblable en tant que correspondant nord-américain, ce que j'ai accepté. Ces initiatives témoignent d'un souci de nos amiEs progressistes du Sud de maintenir des liens de coopération avec nous du Nord. Il reste à pousser la réflexion critique sur les modalités et conditions d'une telle coopération pour qu'elle se fasse dans les deux directions.

Réseautage développé à l'occasion d'une conférence

À l'occasion de mon passage en Argentine, deux connaissances de longue date, Mirta Vuotto et Pablo Marsal, m'ont invité à faire une conférence publique le 6 décembre 2010 à la UBA (Université de Buenos Aires). J'avais accepté avec plaisir et nous avons convenu que le thème de ma conférence serait le même que celui d'un chapitre que j'avais rédigé à l'automne dernier pour un ouvrage européen, soit « Le tiers secteur et la co-construction des politiques publiques au Canada ». Ce titre me permettait de traiter à la fois des interventions du gouvernement fédéral et de celles du gouvernement du Québec. Ce qui me plaisait particulièrement dans cette conférence, c'est qu'elle était organisée et publicisée non pas par un seul mais par trois organismes, le premier étant plus associé au monde de l'ESS et les deux autres au monde du tiers secteur :

- le CESOT (Centre d'études en sociologie du travail) de la UBA détenant une forte expertise en matière d'économie sociale et solidaire (<http://www.econ.uba.ar/cesot/>);
- le CESC (Centre d'études de la société civile et de la vie politique de l'Université Nationale de San Martin (UNSAM) (<http://www.plataformademocratica.org/Centros.aspx?IdRegistro=545/>);
- l'AGODI, une association de professionnels du tiers secteur (<http://www.agodi.org.ar/>);

Sans prétentions, je dirais que le côté intéressant de la conférence que j'ai faite et des échanges qu'elle a rendu possibles avant, pendant et après tient au fait que cela a permis de créer des passerelles entre des personnes et des organisations identifiées d'un côté au tiers secteur et de l'autre à l'ESS. Ces liens et ces passerelles se sont développés au Québec et en Europe au cours des dix dernières années³. Mais, jusqu'à présent, ils existent à un moindre degré en Amérique latine et aux États-Unis. Pourquoi? Peut-être que l'une des explications provient du fait que les leaders des réseaux latino-américains associés à l'étiquette du tiers secteur sont demeurés jusqu'à maintenant trop dépendants idéologiquement des réseaux nord-américains (je fais référence ici aux États-Unis) se réclamant du tiers secteur (dont ARNOVA : www.arnova.org/).

³ Par exemple, les réseaux européens de l'ESS, notamment le réseau EMES, ont influencé de manière décisive l'orientation et la programmation de la huitième Conférence internationale de l'ISTR tenue à Barcelone en juillet 2008 et la conférence régionale européenne de l'ISTR tenue à Paris en avril 2005. En outre, dès 2001, en France, le Rapport d'Alain Lipietz sur le tiers secteur avait contribué à opérer un rapprochement entre le monde de l'ESS d'un côté et celui du tiers secteur de l'autre (Lipietz, 2001).

Mais justement, dans les échanges que j'ai eus avec les membres des trois organisations mentionnées plus haut, notamment avec Mirta Vuotto et Pablo Marsal, nous étions sur la même longueur d'onde pour chercher à favoriser un rapprochement et un dialogue entre les réseaux qui se réclament du tiers secteur et ceux qui se réclament de l'ESS. Vuotto et Marsal m'ont expliqué que la volonté de favoriser un tel rapprochement était déjà présente dans le comité d'organisation (dont ils font partie) de la VIIIe Conférence régionale pour la région de l'Amérique latine et des Caraïbes de l'ISTR (International Society for Third Sector Research) qui aura lieu à Buenos Aires en juillet 2011.

D'ailleurs, lorsque l'on examine l'appel des communications pour cette VIIIe conférence régionale latinoaméricaine de l'ISTR, on constate que le thème de l'ESS fait clairement partie des thématiques prioritaires dans l'appel des communications, ce qui n'était pas le cas dans les sept conférences régionales antérieures de l'ISTR en Amérique latine (voir l'annonce de la conférence régionale sur le site de l'AGODI : <http://www.agodi.org.ar/>). Évidemment, pour que le rapprochement et le dialogue progressent concrètement entre ces réseaux qui n'avaient pas l'habitude de se fréquenter dans le passé, il faudra qu'un important travail de promotion et de réseautage soit effectué par des leaders dotés de crédibilité dans les deux types de réseaux. Dans ce contexte, la contribution de certaines têtes de réseaux du côté de l'ESS, par exemple dans le RIPESS-LAC et le RILESS, pourrait faire la différence pour que la visibilité de l'ESS soit significative à la conférence régionale de l'ISTR à Buenos Aires en juillet 2011.

En conclusion, je me contente de souhaiter que les échos que j'ai rapportés à la suite de mon dernier voyage en Argentine aient réussi à piquer la curiosité des lecteurs. De mon côté, je prends l'engagement de faire un suivi en rapport avec l'évolution des pistes de réflexion que j'ai lancées.

Bibliographie

Coraggio, José Luis (sous la direction de) (2007). *La Economía Social desde la Periferia. Contribuciones latinoamericanas*, Buenos Aires, Universidad Nacional de General Sarmiento et Altamira, 413 p.

Lipietz, Alain (2001). *Pour le tiers secteur. L'économie sociale et solidaire : pourquoi, comment?*, Paris, co-édition La Découverte – La Documentation française. Le document peut être téléchargé sur le site de Lipietz : <http://lipietz.net/spip.php?article317>.